

NAPOLÉON CHEZ LES BELGES

Publié le 17 juin 2015



par Yannick Colin

Série / Autres regards sur Waterloo (2)

Waterloo, une « [morne plaine](#) » pour ceux qui vivaient dans le futur espace belge en 1815 ?


Pour les engagés volontaires de l'armée impériale, sans doute. Mais il y avait aussi des « Belges » dans l'autre camp, celui des vainqueurs de la bataille.

Et la population : les classes populaires, les bourgeois, la noblesse, comment a-t-elle ressenti cet événement ?

"Difficile à dire", nous répond l'historien José Olcina, spécialiste de l'opinion publique de cette époque, et [auteur d'un ouvrage publié par la Classe des Lettres de l'Académie Royale de Belgique](#). Difficile car les sources manquent.

« Jusqu'en 1814, nous possédons des rapports des autorités françaises. Entre le départ des Français en février 1814 et la bataille, les documents fiables sont peu nombreux ».

Pourtant selon l'historien, il n'y a pas de raison de penser que cette opinion publique ait évolué différemment d'auparavant. Ses recherches ont montré que jusque-là, elle avait réagi aux conséquences de la conjoncture militaire et économique de l'Empire, pas en fonction de sentiments nationalistes ou idéologiques. Des recherches qui permettent de séquencer l'évolution de cette opinion.

 Monument érigé à Waterloo à la mémoire de tous les Belges morts sur le champ de bataille. La dédicace « Aux Belges morts le XVIII juin MDCCCXV en combattant pour la défense du drapeau et l'honneur des armes » rend bien compte de la difficulté à commémorer toutes les victimes « belges » © Pierre Devahif

Les beaux débuts

De 1800 à 1810, soit le début de l'ère napoléonienne, l'espace belge, déjà fortement industrialisé pour l'époque, profite de l'ouverture des marchés et du blocage de son principal concurrent : l'Angleterre. En outre les grandes victoires de Napoléon impressionnent. Tout cela provoque l'acceptation du régime par la population.

A partir de 1810 pourtant l'économie s'essouffle et la guerre d'Espagne s'enlise. En 1811 une véritable crise frumentaire provoque disette, augmentation du prix du pain. Ces réalités concrètes couplées à la crise industrielle et au chômage provoquent l'hésitation de l'opinion. Des questions sur le régime apparaissent, particulièrement dans la bourgeoisie.

L'ère du doute

Au début de la campagne de Russie, en juin 1812, l'opinion semble pourtant toujours confiante. Mais en octobre, le doute apparaît. Aucune nouvelle ne parvient au pays alors que des milliers de « Belges » ont été enrôlés. Et lorsque le 3 décembre la défaite de la grande armée est annoncée, le choc est immense. Personne ne s'attendait à cela.

Napoléon avait toujours été vainqueur, apportant avec lui des espoirs de croissance. Il n'y a pourtant ni manifestation de désespoir, ni d'ailleurs de manifestation de joie. La population attend. Elle sait que d'une manière ou d'une autre cette défaite sera compensée.

Conscription et impôts, la défiance

Cette compensation se manifeste dès janvier 1813 : augmentation des impôts, financement d'une nouvelle cavalerie, appel, à des dons « volontaires » des villes et surtout nouvelle levée d'hommes pour faire face aux pertes de la Grande armée en Russie. Et cette fois, le mécontentement est bien là et prend des formes variées.

Résistance et répression

Des propos de cabaret, des textes diffusés ou affichés, des chansons s'en prennent aux Français, à l'empereur, aux fonctionnaires des impôts, mais aussi aux acquéreurs de biens nationaux.

Plus concrètement encore, déserteurs et réfractaires à la conscription sont de plus en plus nombreux. Les hommes se présentent au recrutement, mais disparaissent au moment de l'enrôlement. Ils se cachent dans l'espoir que les alliés arrivent et qu'impôts et conscription soient abrogés.

Cette forme de résistance est significative puisqu'elle touche entre 20 et 40 pour cents des recrues. Les autorités françaises mettront plus de trois mois à enrayer le mouvement, en réprimant sévèrement les communautés qui aident les récalcitrants.

« *Un mouvement* », remarque le Dr José Olcina, « *qui ne se manifeste pas à cause de la défaite, mais bien à cause des mesures concrètes prises à la suite de cette défaite* ».

Un mouvement sans véritable fondement idéologique donc, mais guidé par des questions très matérielles. Et qui pesait de manière plus lourde encore sur les milieux populaires.

Ecoutez ce qu'en dit le professeur Olcina.

>

Conjoncture militaire et opinion

Cette variation de l'opinion en fonction des exigences du régime va se poursuivre. L'armistice de Pleiwitz, qui prévoit l'arrêt des combats jusqu'au 10 août en juin 1813 en est un bon exemple. Pendant le cessez-le-feu, population est soulagée. Elle espère la paix, quel que soit le souverain.

En revanche dès que les combats reprennent en août et que conscription et impôts atteignent des niveaux inconnus jusqu'alors, l'agitation antigouvernementale reprend. La rupture entre l'opinion et le régime impérial sera consommée fin novembre 1813, au moment où les troupes françaises sont chassées de Hollande.

Pas de réflexe « belge »

Les recherches de José Olcina prouvent une chose : cette rupture n'entraîne pas l'apparition d'un réflexe « belge », contrairement à ce qui avait été écrit jusque là. L'historiographie traditionnelle estimait en effet que le sentiment national « belge » était étouffé, jugulé par l'occupant.

Pour José Olcina, également chargé de cours à l'Université Catholique de Louvain (UCL), il n'en est rien. Il constate que les discussions sur l'avenir du territoire n'évoquent que deux perspectives : le rétablissement de la domination autrichienne ou le rattachement aux Pays-Bas.

L'indépendance de la Belgique, qui aurait pu apparaître comme une renaissance des fameux « Etats Belgiques unis » créés à la suite de la révolution brabançonne de 1790, n'a quasiment aucun partisan. L'un des artisans de cette « révolution », Henri van der Noot milite d'ailleurs en faveur de la restauration autrichienne, non de la création d'un état belge.

D'une manière générale, les classes populaires, la noblesse, le clergé sont pour cette restauration. Seule une partie de la bourgeoisie est favorable à la solution qui sera choisie par les Puissances à savoir le rattachement au Royaume des Pays-Bas.

Sur le plan régional, le rejet de la France est plus important en Flandre qu'en Wallonie, mais il y a des différences sous-régionales importantes. Ainsi le pays de Liège et, dans une certaine mesure, le Hainaut restent profrançais presque jusqu'à la fin de 1813, tandis que le Luxembourg ou le pays de Herve sont favorables à la restauration autrichienne. Mais tous, y compris les Liégeois finissent pas se laisser des exigences du régime.

Occupation alliée et déception

Lorsque les Français quittent la Belgique en février 1814, la population espère une autre politique de la part des puissances victorieuses. La déception sera grande.

Pour les alliés, l'espace belge est un espace conquis. Les impôts pleuvent et les « occupants » n'ont aucun égard vis-à-vis de la population locale. Les troupes prussiennes et russes se conduisent mal et vivent sur le pays. Pour certains « Belges », la situation est pire qu'à l'époque française.

Waterloo, l'attente



Ce monument « Aux derniers combattants de la Grande Armée » a été inauguré en 1904 devant plusieurs dizaines de milliers de personnes. Il reste aujourd'hui encore un lieu de mémoire pour les militants wallons et les partisans du rattachement de la Wallonie à la France, qui le fleurissent chaque année.

Lors des 100 jours et du retour de Napoléon, il n'y a pas de mouvement réclamant le retour des Français. La population attend. Elle ne croit pas à la France, elle est déçue par les alliés, elle vit sans doute la bataille de Waterloo en spectatrice. Privée de prise sur son avenir.

Comment faire pour connaître l'opinion à une époque où il n'existe ni sondage ni enquête ?

Ecoutez la réponse prudente du Dr José Olcina.